

DE LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE A L' ALTERDEMOCRATIE.

"De la critique de démocratie réellement existante à la perspective de l'alterdémocratie!"

1 - Démocratie libérale : l'hypocrisie nécessaire

2 - Alterdémocratie et antiracisme

3 - De la "représentation" à la "gouvernance néolibérale" ou du dévoiement de la critique de la représentation à son rétablissement possible.

4 - Républicains et altermondialistes

5 - Altercitoyen

6 - La souveraineté-commission : une théorie transitoire vers l'alterdémocratie?

Christian Delarue
Secrétaire national du MRAP
Membre du CA d' ATTAC France

1

DEMOCRATIE LIBERALE et HYPOCRISIE : UNE COMBINAISON NECESSAIRE

L'éthique, compensation de l'économique ?

Christian Delarue

Entre l'éthique de la pratique et l'étiquette du discours il y a souvent un écart, parfois important. Exemple : La droite a proposé, il y a peu, de revaloriser la "valeur travail" mise à mal par le gouvernement précédent, comme si les chômeurs étaient tous des fainéants, tous content de ne pas travailler, comme si du côté de la demande de force de travail sur ce marché particulier le patronat n'avait aucune responsabilité, comme si travailler encore plus et toujours plus pour ceux qui travaille déjà suffisamment quand les autres sont au chômage était une "valeur" ! Pas celle du partage en tout cas . Belle entourloupe donc ! Mais la droite est ici fidèle à ses principes de réal-politique : elle

écoute le patronat et dans cette optique prends les salariés pour ce qu'ils sont : une force de travail bonne pour l'exploitation et nécessaire pour le profit des entreprises, surtout du du capital .C'est "gros" certes et pour partie inefficace . C'est précisément pour cela que la "gauche plurielle" voulait faire autrement .

Autrement, mais mieux ? Un peu mieux mais largement en deça du nécessaire face à la déferlante de précarisation, paupérisation et de mise au chômage . Elle avait proposé une réduction du temps de travail pour réduire le chômage et augmenter le temps libre . Voilà donc, à première vue, qui paraît aller dans le bon sens, voilà qui paraît éthique. Mais derrière l'étiquette aguichante et le terme générique, le dispositif appliqué tant dans le privé (lois Aubry) que dans le public (décret du 25 août 2000) l'est nettement moins . Jamais pareille mesure dans le domaine n'avait donné lieu à de tels effets pervers . En fait le gouvernement d'alors a fait "petit". Fondamentalement il s'agit d'un compromis concocté pour satisfaire d'abord et avant tout le patronat et le mode de production qu'il entretient. D'aucuns (1) ont montré qu'il y a eu réduction du chômage mais aussi une nette reprise de l'intensification du travail sur fond de baisse historique des salaires alors que les profits eux grimpent. Ecart donc entre l'étiquette affichée et l'éthique politique. Aujourd'hui elle évoque le statut du travail salarié mais plus la loi pour la RTT pour la semaine de 32 H sans perte de salaire .

Dans le même registre celui de l'éthique passons maintenant à un autre thème, celui de la démocratie.

LA DEMOCRATIE : la leur et la nôtre !

Partons d'une formule exigeante, quasiment autogestionnaire : elle est "le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple". La formule semble effacer la distinction dirigeants/dirigés ou gouvernants/gouvernés . Ici, le peuple est "tout", les élites politiques, économiques et médiatiques ont disparues. Cette démocratie là n'est pas la démocratie réellement existante. Celle-ci porte un nom : la démocratie libérale. Un nom trompeur.

En fait, la démocratie libérale est celle de la démocratie représentative, s'exerçant dans un champ social restreint et sur fond d'inégalité sociale profonde, de racisme et de sexisme. Ecart. Les mécanismes de représentation sont en crise . Ils sont même contestés au profit de la gouvernance (2) . Le champ d'application ne concerne pas l'entreprise ni le choix des principaux biens et service à produire dans un cadre planifié en vue d'un développement durable que nous préférons appeler alterdéveloppement.

L'alterdémocratie, que nous voulons est qualitativement et quantitativement différente. Elle se fonde sur l'égalité des conditions et l'intervention réelle des citoyens et citoyennes dans tous les champs sociaux y compris les choix de production. Elle a pour base une autre société à dominante écosocialiste.

La démocratisation constitue le moyen d'y parvenir . Mais le mouvement ne saurait oublier le but . Il ne s'agit pas sous couvert de démocratie participative de se contenter d'une démocratie "en archipel" ou des champs seraient ouverts ici ou là aux débats citoyen mais pas d'autres . Dans cette société à dominante capitaliste, la démocratie est nécessairement circonscrite.

Notre but altermondialiste consiste à faire franchir ensemble un cap qui rende la démocratie au peuple. La stratégie n'est pas simple car elle englobe toutes les questions

de la transformation sociale, notamment celle de l'appropriation publique et sociale des grands moyens de production et d'échange, mais en y intégrant constamment le fait que par définition, l'altermondialisme ne s'accommode pas de la "fin de l'histoire" (cf. Fukuyama) et des hyprocrisies et mensonges qui vont avec. Une première lutte idéologique s'impose. Elle passe par la déconstruction d'un mensonge, d'une hypocrisie.

L'ETHIQUE COMME SUPPLEMENT D'AME DE LA DEMOCRATIE LIBERALE.

Un supplément d'âme généreux sur fond de politique restrictive peut-il être réellement éthique? N'y a-t-il pas là un paradoxe voire une contradiction? Au lieu d'une contradiction n'est-ce pas plutôt une hypocrisie consubstantielle à ce type de démocratie? Dès lors, une véritable éthique ne doit-elle pas envisager d'aller plus loin que la simple compensation toujours insuffisante de la tendance lourde des dégâts de l'économie capitaliste?

Je reprends des propos écrit en 1986 par Patrick TORT (3) :

Il devrait être depuis longtemps admis au titre d'une vérité première que dans une démocratie libérale, une politique de droite - quelle qu'elle soit - ne peut se passer d'un discours de gauche, suivant un précepte tacite et très politique, justement, qui enseigne que la dynamique des démocraties à structure inégalitaire soucieuses de persévérer dans leur être est, précisément, la promesse d'égalité. Tel est le piège, infiniment retissé de la République bourgeoise, par exemple.

L'opposition entre discours de gauche et politique de droite a donc toute les chances de n'être qu'une formule à courte vue si l'on convient du fait que l'on doit plus sérieusement reconnaître à sa place la réalité d'une combinaison fonctionnelle, d'un principe opératoire d'association.

Que signifie cette opposition dans le langage de ceux qui l'articulent? Elle signifie, une fois débarrassée de l'aspect "populaire" qui la rapporte à l'opposition simple entre les paroles et les actes (constat d'un désaccord entre eux, d'où accusation d'hypocrisie politique), que la tonalité égalitariste des discours et des déclarations d'intentions politiques entre en contradiction avec un mode de production, une économie et une société gérés d'une manière inégalitaire, et requérant simultanément un effort continué de séduction du patronat et de la classe capitaliste. En d'autres termes, il s'agit de faire percevoir une antinomie entre un discours politique "marqué à gauche", discours à forte polarité éthique, et d'autre part une pratique politique dictée en fait par des options économiques libérales entraînant d'inévitables convergences avec les attitudes objectivement droitières (soumission prioritaire aux "exigences" du marché). Or si l'on se montre conséquent avec le principe suivant lequel une démocratie libérale repose sur la combinaison très concertée de pratiques économiques et politiques inégalitaires, et d'un discours politique prometteur d'égalité, l'opposition s'efface sous la complémentarité et l'on ne peut plus prétendre fonder sur elle une critique spécifique et sérieuse du réformisme. L'accusation d'hypocrisie est elle-même hypocrite, car elle feint de ne pas voir que c'est à la démocratie libérale toute entière qu'elle s'adresse, et non spécifiquement à la "social-démocratie" réformiste. Il est clair que la ruse de toute politique libérale consiste à persuader ceux qui doivent l'être que l'économie travaille tendanciellement à l'égalitarisation de la société. Nul ne pourrait en, en démocratie défendre le libéralisme s'il n'affirmait qu'il porte en lui la source d'une redistribution sans cesse plus égalitaire. Dans une démocratie libérale, le grand mensonge politique est

précisément la promesse d'une société plus juste comme conséquence de l'expansion.

L'analyse correcte eût été de dire qu'il y a en effet, chez les socialistes, "cohabitation" normale d'un discours politique "de gauche" et pratique politique de droite, comme il se doit dans la gestion politique d'une démocratie libérale, qu'elle soit gouvernée par la droite ou par la gauche réformiste.

Notes

1 Michel HUSSON (j'ai perdu la réf.)

2 Contribution Christian Delarue site rennes-info.org et attac 35 (De la représentation à la gouvernance et retour...)

3 in "Etre marxiste aujourd'hui" p126

2

ALTERDEMOCRATIE ET ANTIRACISME

L'idée semble partagée que le capitalisme dominant et son « nouvel esprit » néolibéral produisent toujours plus de dégâts sociaux et écologiques. Remonter la chaîne des effets aux causes semble moins généralisé mais l'altermondialisme y procède . Reste à montrer la place que doit prendre la lutte antiraciste dans ce mouvement.

Réduire significativement les différentes formes de racisme observables dans les sociétés contemporaines à commencer par la France est une tâche importante du mouvement altermondialiste. Un tel mouvement ne peut en effet espérer construire un autre monde et notamment un alterdéveloppement (producteur de valeur d'usage plus que de valeur d'échange) et une alterdémocratie sur fond d'un racisme multiforme destructeur.

POUR UNE DEMOCRATISATION SANS RACISME NI SEXISME...

La raison démocratique et citoyenne promeut l'idée potentiellement révolutionnaire, constamment combattue, détournée et rabattue quant à ses objectifs, que chaque femme et chaque homme doit, partout dans le monde, pouvoir intervenir de façon décisive non seulement dans le choix des dirigeants politique mais aussi dans le choix des dirigeants économique mais aussi, encore plus directement, dans la maîtrise de l'avenir collectif et dans les choix de production de l'existence sociale. Ce qui suppose un franchissement significatif dans la nature des sociétés aujourd'hui sous hégémonie du capital mais aussi un franchissement tout aussi radicale dans la conception de la démocratie.

La démocratie bourgeoise permet déjà pour partie et sur fond d'inégalités structurelle une telle intervention citoyenne. Les critiques nécessaires de la démocratie libérale (1) ne doivent pas faire oublier qu'elle constitue une conquête sociale et historique base d'appui de changements plus profonds notamment en lien avec la défense et promotion des services publics, de la sécurité sociale et de la planification démocratique. De telles transformations changeraient qualitativement sa nature car elle se rapprocherait de la formule quasiment autogestionnaire du « gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple ».

La démocratie bourgeoise était « peau de chagrin » du temps de sa version censitaire, blanche et mâle. Elle s'est élargit sous l'effet des luttes du mouvement ouvrier socialiste et du mouvement des femmes mais demeure encore fort restreinte. Elle conserve sa structure inégalitaire, ses classes sociales en conflit et sa structure patriarcale. La démocratie des « propriétaires » et des rentiers est toujours forte mais le peuple - les dirigés - qu'il soit salariés, paysans et artisans y ont gagné des accès limités, variables selon les pays.

LA CRISE DE LA REPRESENTATION ACCENTUEE PAR LE RACISME.

Mais si la démocratie représentative (2) est en crise et déçoit déjà les couches sociales intermédiaires dominées, exploitées mais non exclues que dire alors des « sans », des sans papiers, des sans logement, des sans travail. Que dire aussi des personnes victimes des stigmatisations et discriminations racistes quotidiennes. Si les femmes revendiquent plus de présence dans les institutions diverses ou les hommes sont surreprésentés pourquoi devrait-on s'étonner de la revendication des noirs ou des arabes - que l'on sait victime de racisme - bénéficier réellement de l'égalité des droits écrite sur les frontons de la République ? Sans doute toutes les solutions proposées ne se valent pas. L'universalisme républicain s'oppose à la discrimination positive. Mais la dynamique républicaine qui a intégré le meilleur du mouvement communiste devrait pouvoir offrir des solutions efficaces. Les altermondialistes se doivent d'intégrer cette dimension dans leur combat.

Les conquêtes démocratiques sont constamment remises en cause par de multiples logiques anti-démocratiques qui profitent à une classe dominante et/ou dirigeante. Les effets produits en terme d'inégalités sociales, de dureté des rapports sociaux, de développement inégal des territoires, etc. sont liés à la montée en puissance transnationale du capital sous ses trois formes, marchande, d'appropriation privée, financière.

Les logiques anti-démocratiques sont aussi, plus directement, issues de l'établissement de théocraties, s'appuyant sur la montée du religieux, laquelle montée a pris consistance avec la défaite des idéologies se réclamant d'un certain ouvriérisme communiste ou de l'échec de la voie « non-alignée » de libération du tiers-monde (issue de Bandoeng 1955). Mais ces élites autoritaires à fondement religieux s'accommodent largement du marché et émargent volontiers à la mondialisation capitaliste. Il faut noter cependant que c'est bien les courants autoritaires, réactionnaires des religions qui sont en cause car des courants de théologie de libération ont su promouvoir un temps et dans l'adversité une démocratisation et une laïcisation de leur pays (cf. par exemple les trois prêtres ouvriers du premier gouvernement sandiniste au Nicaragua).

LA DEMOCRATISATION FECONDEE PAR LA RAISON SOLIDAIRE.

Une vision aussi contrastée de la démocratie implique de réhabiliter la question de la dignité humaine et des solidarités à géométrie variable en réhabilitant la distinction entre raison solidaire et raison d'Etat (3) qui permet de valoriser la notion de peuple (5) - et non de nation ou de société civile ou de multitudes...- ou celle de communauté d'intérêt des travailleurs salariés. Cette dernière mériterait d'être mieux intégrée dans les luttes syndicales ou associatives lorsque le capital transnational et les bourgeoisies compradore ou élites subordonnées jouent des divisions nationales et étatiques pour accroître la disparité des conditions de vie et de travail. Combattre pour l'égalité des droits entre résidents communautaires et résidents étrangers extracommunautaires n'est pas une utopie (4).

Ajoutons que la pleine raison solidaire ne s'accommode pas du détournement de perspective nommé néosolidarisme. L'alterdémocratie implique une autre visée. Le néosolidarisme est infra-altermondialiste (6), autrement dit "le néosolidarisme n'est pas soluble dans l'altermondialisme" (7) il se combine mieux avec le socialibéralisme ou la social-démocratie. De plus l'altermondialisme dans la mesure où il constitue une dynamique pour un autre monde (8) s'oppose en toute logique au socialibéralisme et à la "fin de l'histoire". (9)

Le sexisme et le racisme sont deux formes d'oppression méritant un combat constant d'éradication, qu'il faut intégrer dans les autres luttes pour un autre monde, une autre Europe, une autre France. Ce ne sont pas des combats annexes.

Christian DELARUE

Notes :

1 - "La démocratie libérale et l'hypocrisie : une combinaison nécessaire" sur Bellaciao par Christian Delarue

http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=34057

2 - "De la critique de la représentation à la gouvernance et retour... " par Christian Delarue sur rennes-info.org et sous le texte en 1 sur Bellaciao

3 - "Vive le pouvoir ! ou les délices de la raison d'Etat" par Jean ZIEGLER Seuil

4 - cf les travaux du groupe "Migrations" du conseil scientifique d'ATTAC qui vont être mis sur le site.

5 Peuple est absent du dictionnaire Alter

6 - Le néosolidarisme est infra-altermondialiste par Christian Delarue :

http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=29051

7 - Le néosolidarisme n'est pas soluble dans l'altermondialisme par Christian Delarue :

vers : http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=27288

8 - Contribution du comité rennais d' ATTAC : l'altermondialisme, une dynamique pour un autre monde

site attac 35 - rennes - rubrique manifeste ou site attac france rubrique manifeste - sur bellaciao également

9 - L'altermondialisme contre le socialibéralisme et la "fin de l'histoire"

http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=30202

3

De la "représentation" à la "gouvernance néolibérale" ou du dévoiement de la critique de la représentation à son rétablissement possible. par Christian Delarue

mercredi 16 août 2006 par Christian Delarue

La gouvernance doit permettre le dépassement de la démocratie libérale représentative, ce que nous contestons (II) . Cette volonté procède d'un constat fataliste de l'évolution du monde devenu complexe et d'une reprise des critiques de la représentation (I).

I. - LA REPRISE DES CRITIQUES CLASSIQUES DE LA REPRESENTATION

Ces critiques connues (ces deux points sont exposés par D Turpin dans la revue Pouvoirs en 1978 !) mais malgré leur ancienneté, bien antérieure à la mondialisation néolibérale, elles n'ont que peu débouché sur un renouvellement démocratique, sur un réel dépassement de la démocratie dite représentative. Car la démocratie libérale est le moins mauvais des gouvernements ! Elle doit être circonscrite. Et du temps de la "menace socialiste" il a fallu l'étendre, il importe désormais de la réduire.

A) La représentation, une fiction juridique.

Pour Carré de Malberg "Le régime dit représentatif n'est pas un régime de représentation, car le corps des députés ne peut être considéré comme représentant, ni des citoyens, ni de la nation" (in Contribution à la théorie générale de l'Etat. tII p228) L'élu ne représente pas ses électeurs. Il n'y a aucun lien entre électeurs et élu. L'assemblée ne représente pas la nation. L'idée de représentation est une fiction ou une métaphore car le contrat de mandat est inexistant. Il y a impossibilité juridique et logique du fait, au moment de la passation du contrat, de la double absence de 1 mandant (quelle volonté de la nation avant la constitution de l'assemblée ?) et 2 de mandataire (l'assemblée ne vit qu'après l'élection de ses membres).

B) La représentation, confiscation de la démocratie.

La formule est au service de la classe politique. La science politique renforce ce point de vue avec divers paramètres constitutif du "métier" de politicien : rééligibilité, indemnité, hostilité envers le référendum ou la dissolution. (cf. D. Gaxie) Une entourloupe au service de la classe bourgeoise D'Holbach pensait déjà que "c'est la propriété qui fait le citoyen" Marx puis à Lénine ont théorisé et étendu la critique contre la démocratie bourgeoise Qu'on fait les libéraux et sociaux-libéraux de ces critiques ? Ils les ont rabaissés sur un mélange d'acteurs de négociations et de décisions.

II. - DU DEVOIEMENT DE LA CRITIQUE DE LA REPRESENTATION POUR CONSOLIDATION DE LA GOUVERNANCE A SON RETABLISSEMENT EN VUE DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE.

A) La représentation comme technique dépassée à l'appui de l'apologie de la gouvernance

1 - La représentation est une technique dépassée à deux titres.

quant à la représentativité des élus quant à l'efficacité des représentants.

2 - Il faut abandonner les conceptions perfectionnistes de la représentation

L'essentiel est le libre choix des gouvernants L'introduction d'éléments technocratiques est une fatalité

Accessoirement : on peut "intégrer" les syndicats à ces cercles de décisions.

B) La critique de la gouvernance : de la crise en cours peut naître un renouveau de la démocratie.

1 - La critique altermondialiste de la gouvernance

Des éléments invoqués sont réels mais ne justifient pas le retour à moins de démocratie

La pluralité des intervenants : experts, patronat, syndicats, religions, ONG ne saurait remplacer la nécessaire démocratisation des institutions.

L'intégration des syndicats est un danger pour leur indépendance

La critique de l'efficacité et de la rapidité avant tout

La gouvernance financière comme retour à la "démocratie censitaire", à la caricature de démocratie bourgeoise

2 - Un renouveau démocratique vers l'alterdémocratie

Les règles existent : tout n'est pas à inventer : mandat réduit, délégation, etc... La voie du dépassement : du démocratism à l'alterdémocratie.

a) Alterdémocratie comme but et changement qualitatif de la citoyenneté

Atteindre les lieux stratégiques de décisions économiques et sociales * dans le domaine des grands choix économiques hors des lieux de travail privés ou public :
réinventer les moyens de maîtrise réelle de la production de l'existence en vue d'un alterdéveloppement : ce qui passe par des mesures d'intervention des citoyens dans les choix économiques de production planifiée (au plan régional et national puis continental) ? * dans le domaine des lieux de travail
des droits nouveaux tant pour les travailleurs que pour les clients et usagers
visant à accroître les possibilités d'intervention dans les entreprises et les administrations

b) Un processus de démocratisation conflictuel : passer du démocratism à l'alterdémocratie

* En négatif : Faire reculer la gouvernance financière à tous les niveaux : démocratism comme éloignement du citoyen des lieux de décision
Faire reculer la pseudo-démocratie participative d'appui des politiques des élus locaux : démocratism comme instrumentalisation du désir démocratique * En positif :
Contrôler les médias et les grands appareils d'influence idéologique

Bridier les pouvoirs de la Haute Administration ? Répondre aux interrogations de Yves Roucaute : Le PCF et les sommets de l'Etat etc... Pantouflage, rémunérations,

Christian DELARUE

4

REPUBLICAINS ET ALTERMUNDIALISTES

Républicains et altermondialistes. Des précisions s'imposent. Eléments de débats de couloir à l'université d'été d'ATTAC POITIERS 2006

Le 9 sept 2006

Le mouvement altermondialiste français, au sein d'ATTAC surtout, semble être divisé pour partie entre les républicains et les altermondialistes.

Si l'approche de départ témoigne d'une culture et d'un parcours militant différent, il reste que les uns et les autres peuvent tout à fait faire ensemble un chemin de contestation de l'ordre actuel tant en France qu'en Europe et dans le monde et ce pour peu qu'il y ait volonté de rompre avec la fin de l'histoire, la domination du capital et de la démocratie libérale et pour certains le chauvinisme. En fait c'est la clarté du but qui fait que le mouvement peut avancer efficacement. Le mouvementisme c'est le mouvement social en action mais qui a perdu de vue le but : l'autre monde, l'autre Europe, l'autre France. Il ne sait plus pourquoi il se meut.

1 - Nation et République face au peuple et à la démocratie

Mettons face à face la Majuscule et la minuscule, d'abord la Nation et le peuple puis la République et la démocratie.

A) La Nation et le peuple

I. - LA NATION

La crise des Etats-nation est réelle mais leur force est maintenue. La Nation n'est pas intemporelle ; elle est un produit de l'histoire que l'on ne retrouve pas partout dans le monde même si le modèle s'est relativement universalisé. Aujourd'hui il entre en crise face à l'actuelle phase de mondialisation. Mais auparavant un besoin de dépassement vers plus large - l'Europe -ou/er vers plus restreint - larégion - amenait à une démythification de la nation. Le fétichisme de la nation n'a plus cours pour autant il ne faudrait pas précipiter son acte de décès. Les services publics ont pour cadre la nation. La lutte contre la marchandisation passe par leur défense et amélioration. Pour le reste il est plus utile de parler de peuple.

II. - LE PEUPLE, LES PEUPLES

Peuple renvoie au concret alors que la Nation est plus abstraite. La Nation est comme la famille, l'entreprise ou la société civile une notion englobante ou "tous les chats sont gris" et les rapports sociaux absents .Le peuple, au contraire, se conçoit comme la fraction très majoritaire de la nation. Le peuple s'oppose aux dirigeants, qu'ils soient privés ou publics, politiques et économiques ainsi qu'aux élites médiatiques. Le peuple rassemble le salariat du cadre supérieur au chômeur, les artisans et paysans et pour certains le petit patronat (bien que ce dernier ne soit pas toujours moins exploiteur que le grand)

Le peuple est aussi une notion internationale. La nation renvoie aux Etats. Ici raison solidaire et raison d'Etat s'oppose. Le peuple entre plus dans les références de la "culture de mouvement" alors que la nation relève plus de la "culture de gouvernement", mais des réserves s'imposent.

B) La République et la démocratie.

III. - LA REPUBLIQUE

Laquelle?

Celle récupérée par l'extrême-droite (cf post ce jour sur Valmy)?

Celle théorisée par les philosophes antiques?

Celle principielle contre la monarchie ? et qui pose la démocratie contre le monarque et la théocratie? Mais des présidents règnent en monarque.

Celle limitée et censitaire qui a été récupérée par la bourgeoisie et les élites ? Une de celle que l'histoire française a créé mais laquelle ? Il y a plusieurs Républiques.

Celle du "centre" théorisée par Léon Bourgeois et Célestin, Bouglé contre la République socialiste et reprise par le « néosolidarisme » de l'économie sociale et solidaire ? (cf. Bellaciao)

Celle qui a germé sous la Révolution avant d'être écrasée par les thermidoriens ?

Celle s'attachant à son étymologie « Res publica », la chose publique?

Nécessité d'un choix : Sans doute, ici, en France, ne faut-il pas « jeter le bébé avec l'eau du bain », mais convenons qu'il y a beaucoup à rejeter, la République ayant été sollicitée à l'appui des politiques les plus réactionnaires. Cela implique de mettre à jour des filières idéologiques et combattantes qui ne s'inscrivent pas dans la "fin de l'histoire" (cf Fukuyama) mais dans la perspective d'une autre France puis d'une autre Europe et d'un autre monde. Puisque c'est dans ce sens là - d'élargissement - que les « Républicains de mouvement » résonnent.

Au moins deux filières sont repérables : d'une part celle qui a germé sous la Révolution et qui sert d'appui à la promotion de la « République inachevée » ou mieux de la République post-capitaliste ? (Cf Denis COHEN sur la « République socialiste ») ; d'autre part celle s'attachant à son signifiant « Res publica » qui sert d'appui à la promotion de l'appropriation publique, des services publics et des biens publics mondiaux.

IV. - LA DEMOCRATIE

Elle est « le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple ». Elle est au coeur des problématiques tant pour les altermondialistes que pour les républicains. Elle pose de multiples questions qui vont être discutées lors du cineattac rennais de septembre 2006. Plusieurs contributions de qualité pour le Manifeste en lien avec ce thème sont consultables sur le site d'ATTAC France.

S'agissant de la question de la représentation et de la gouvernance, je me permets de renvoyer à un contribution personnelle sur le site d'attac 35 et ci-dessous. Sortir du "démocratisme" pour

aller vers l'alterdémocratie suppose de franchir un seuil qualitatif et quantitatif dans l'intervention citoyenne. Une extension de son champ à l'intervention dans les choix économique marquerait, à mon avis le franchissement d'une étape. Le jour ou les citoyens participeront aux décisions de production planifiée en vue d'un alterdéveloppement, nous ne seront sans doute plus dans la même société qu'aujourd'hui. Et même les projets de VI République ne semblent pas contenir pareille proposition.

Avant d'en arriver là bien des combats de niveau intermédiaire sont à mener , notamment autour de la démocratie participative, mais dans la clarification des enjeux, pas dans la manipulation et récupération par les élites locales . Enfin la démocratisation et l'intervention citoyenne suppose un combat pour l'amélioration de ses conditions d'exercice . Il faut participer au combat contre le chômage, le sexisme, le racisme et bien d'autres situations qui produisent un individu angoissé, opprimé, replié sur lui-même plus qu'un citoyen pleinement capable de peser sur le destin collectif d'une communauté. Par ailleurs n'oublions pas que les résidents étrangers non communautaires n'ont pas la qualité de citoyen.

Poursuivons mais en introduisant d'autres problématiques

2 - Identité(s), communauté(s) et appartenance(s)

Ici on part d'une expérience et d'une militance antiraciste et internationaliste qui a débouché avec les premiers Forum sur l'antimondialisme puis l'altermondialisme. Cette partie là ne s'oppose pas nécessairement à la précédente pour autant. (Les chiffres de § indiquent d'ailleurs une suite de la pensée sur le sujet même si chaque paragraphe est peu développé.)

V. - LA MONDIALITE

La mondialité ne forme pas une communauté humaine instituée, elle ne forme pas encore société mais des processus de formation sont à l'oeuvre. Ainsi, des recherches, telles celles d'Edgard MORIN ou Philippe ZARIFIAN, ouvrent des pistes. Pour Edgar MORIN, la mondialisation contient à la fois de la domination et de la libération. Il distingue l'empire-monde et la société-monde. Les altermondialistes s'inscrivent déjà en résistance (aux dominations) et en construction (versus émancipation) dans les processus transversaux à l'échelon de chaque continent mais aussi du monde. Philippe ZARIFIAN distingue la mondialisation (le négatif) et la mondialité (le positif) et évoque sur ce versant la communauté-monde ou le peuple-monde (cf. "L'émergence d'un peuple-monde" PUF 1999) mais le monde planète a plus d'évidence que le monde-communauté bien que l'humanité existe.

VI. - LES IDENTITES COLLECTIVES EN CRISE

Les identités à la base des communautés sont en crise. La manifestation de cette crise en est le raidissement identitaire observé sous des formes variables ici ou là pour chacune d'elle qu'elle soit religieuse, de classe, de sexe, d'âge, de métier, d'ethnie ou de nation. La multi-appartenance sur fond de mentalité "chat de gouttière" (Edm p70) offre une perspective de sortie de crise, notamment en temps de guerres récurrentes et de crise écologique. Le métissage culturel est aussi un voie positive sous réserve d' "enrichissement et confrontation critique" (Edm p183) notamment pour que la laïcité soit assurée et les droits des femmes respectés.

VII. - APPARTENANCE(S)

L'appartenance se fonde sur une identification au groupe, voire à la communauté, mais elle est plus modeste que l'identité. L'appartenance aide à nous situer. Elle est d'abord sociale. Nous appartenons à tel groupe (parti, syndicat, association) mais aussi à tel communauté (ethnique, nationale, salariale, mondiale) avec des cohérences ou des contradictions. L'appartenance est donc sans fermeture. Plus souple que l'identité, l'appartenance permet de jouer des références de solidarité en fonction des enjeux. Tantôt sentir l'amitié entre les peuples en cas de guerre, tantôt sentir l'appartenance à la communauté d'intérêts des travailleurs salariés quand le capital pousse ses attaques contre les droits des salariés des précaires et des chômeurs. La mondialisation capital par les entreprises transnationales a étendu les rapports sociaux qui lui sont intrinsèquement liés. La lutte de classe loin de disparaître s'est accrue et mondialisée.

Christian Delarue

Membre du CA d'ATTAC Rennes et d'ATTAC France

Secrétaire national du MRAP

Nb : Les altermondialistes sont aussi anti-mondialistes au sens où ils résistent à la mondialisation marchande, financière, productive. Vouloir un autre monde suppose de s'opposer à la déferlante destructrice en cours.

Edm = P Zarifian in L'échelle du monde

Lire « Les problèmes culturels » document sur site [attac35](http://attac35.org)

5

ALTERCITOYEN

CITOYEN CONFINE, SEPARÉ, EXCLUS ou CITOYEN D'EMANCIPATION

Face à la mondialisation capitaliste sous ses trois formes marchande, financière et d'appropriation privée, ATTAC a placé le citoyen au centre de son dispositif intellectuel et militant afin d'une part d'en assurer sa promotion - le citoyen dispose d'un rôle mineur dans les démocraties réellement existantes - et d'autre part pour assurer la construction d'un autre monde vraiment autre par l'activité citoyenne.

Un défi, une gageure ! Je tiens cette promotion du citoyen pour ambiguë dès lors que le peuple est ignoré (il ne figure pas dans Alter, le nouveau dictionnaire altermondialiste), que l'égalité n'est pas assurée et que la "démocratie participative" ne tend bien souvent qu'à des faux-semblants d'intervention citoyenne. La notion de citoyen qui fait le lien entre deux "cultures" présentes au sein d' ATTAC, la culture de mouvement et culture de gouvernement, semble s'accommoder de la vision libérale d'une société globale clivée entre société civile et Etat. Pour autant il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain : Contre le citoyen instrumentalisé par le néolibéralisme l'altermondialisme a raison de défendre et promouvoir le citoyen collectivement engagé pour la libération des peuples.

I. - CITOYEN ENTRE SOCIÉTÉ CIVILE ET ETAT : LE CITOYEN INSTRUMENTALISÉ PAR LE NEOLIBERALISME.

Le citoyen est le bouche-trou des théories libérales . Sans lui le vide de la séparation aliénante entre l'Etat et la société serait intolérable.

A) Le citoyen comme masque de la séparation entre société civile et Etat :

On ne voit pas d'emblée cette séparation entre société civile et Etat puisque l'accent est mis d'une part sur les notions englobantes, d'autre part sur les rapports de médiation qui masquent la séparation.

Les libéraux aiment les notions englobantes, les entités unies sous un destin commun sans conflit ni rapports sociaux. Ils aiment la Nation, la famille, l'entreprise. Si structuration il y a c'est sur le mode de la complémentarité dans la hiérarchie : l'Armée et le drapeau pour la nation, le père pour la famille, le chef d'entreprise propriétaire et manager pour l'entreprise. Le seul clivage mis en avant par les libéraux mais qui camoufle tous les autres c'est celui de la société civile contre l'Etat. Il fait le bonheur des libéraux et sociaux-libéraux et ce quelque soit leur

positionnement de part et d'autre de ce clivage, qu'ils soient acteurs de la société civile (patrons) ou acteurs étatiques (élu ou haut fonctionnaire).

La théorie libérale est celle ou "tous les chats sont gris" ou il n'y a ni bourgeois ni prolétaire, ni Etat de classe .La théorie constitutionnelle classique enseignée dans les universités et tout particulièrement celle de la démocratie ignore les rapports sociaux qui clivent la société et donc les inégalités structurelles distributrices de pouvoirs institués, de dominations, d'exploitation, d'oppression .

B) Les médiations entre société civile et Etat :

Cette théorie et ses diverses variantes prend la société civile comme un tout et met en rapport cette société civile et l'Etat. A ce stade il sera évoqué soit les "corps intermédiaires" entre la société civile et l'Etat, autrement dit les associations, syndicats qui mettent en mouvement la société civile ; soit la théorie de la représentation qui légitime les pouvoirs de l'Etat démocratique et séculier . La théorie de l'Etat de droit ne vient qu'ensuite compléter ce dispositif.

- La médiation sociale : Les associations peuvent avoir un positionnement ambigu par rapport à l'Etat car soit elles viennent compléter bénévolement son action (jugée insuffisante au regard des besoins non satisfaits) tout en le percevant comme un outil neutre, soit elles portent une critique qui atteint la nature même de l'Etat, notamment son rôle de "Conservateur" de la propriété privée des moyens de production et d'échange ou son rôle de redistribution des richesses au profit des riches. Une association qui s'inscrit dans une perspective et une dynamique altermondialiste ne saurait s'accomoder d'un rôle d'accompagnement social du libéralisme. Cette ambiguïté n'épargne pas les syndicats de salariés pourtant inscrits au coeur du conflit de résistance face aux attaques de la classe patronale.

- La médiation individuelle : Avec l'invention de la représentation, la société civile est individualisée sous la forme du citoyen, doté du pouvoir "un homme = une voix" . Cette théorie adopte ce faisant une vision contractuelle de la représentation par laquelle chaque citoyen opère délégation de souveraineté . Elle en vient alors à décrire les mécanisme de représentation, souligner les distortions, etc. Elle va étudier les rapports entre le mandataire et le mandant et la meilleure représentation possible. La population est y est conçue comme une addition de citoyens qui délèguent leur souveraineté en se faisant représenter.

II. - POUR UNE CITOYENNETE D'EMANCIPATION ET DE LUTTE

A) Un engagement fondé sur la critique de la représentation et l'invention de l'Etat séparé (2):

Car il y a aussi un autre statut de la représentation, inspiré de Marx : celle-ci serait la forme d'organisation politique de la société civile-bourgeoise (1). C'est alors le mouvement d'organisation politique de la société qui est le point de départ : "L'élection est le rapport réel de la société civile bourgeoise réelle à la société civile bourgeoise du pouvoir législatif, à l'élément représentatif. Ou : l'élection est le rapport immédiat, le rapport direct, qui n'est pas simplement de représentation, mais d'être, de la société civile-bourgeoise à l'Etat politique" () La représentation est d'abord ce par quoi s'institue l'Etat politique. Ce qui donne lieu à une double critique formelle et de contenu.

- Formelle : Les députés de la société civile bourgeoise sont une société qui n'est pas en liaison avec ses commettants par la forme de l'instruction de la commission. Formellement ils sont commis mais dès qu'ils le sont réellement ils ne sont plus des commis. Ils sont censés être des députés, ils ne le sont plus.

- Matérielle : En ce qui concerne les intérêts , c'est l'inverse qui a lieu. Ils sont commis en tant que représentant de l'affaire universelle mais représentent réellement les affaires particulières.

B) Le citoyen engagé pour la libération du peuple et des peuples...

Pareille critique aide à voire l'intervention de l'Etat dans la société sur le mode foncièrement inégalitaire, notamment dans son rôle essentiel et primordial de conservation et promotion de la propriété privée , rôle camouflé par le discours socialibéral de "justice sociale" et de

"démocratie participative" des élites politiques et administratives . L'Etat n'est pas neutre et la société civile est elle-même clivée entre peuple et dirigeants, entre salariés et patrons. Dès lors, la lutte citoyenne se mène contre le néolibéralisme agissant tant dans la société civile qu'au coeur de l'Etat . Car le néolibéralisme s'emploie à détourner les aspirations de chacun à la maîtrise individuelle et collective du destin commun, à la participation aux choix de la production sociale de l'existence.

...et pour l'égalité : Une telle participation ne saurait se concevoir avec les autres inégalités notamment racistes. Si des camarades d' ATTAC souhaitent se placer plus sous les auspices de Jaurès que de ce Marx-là afin d'en appeler à "lier le combat laïc et le combat social" (cf B Teper) alors soyons clair et faisons dire à Jaurès qu'il approuve ce qui est au coeur d'une dynamique citoyenne et républicaine à savoir l'égalité "une et indivisible". Il en va de la lutte contre le sexisme et le racisme. Et le racisme diffusé sous le discours sécuritaire contemporain est bien la dynamique radicalement anticitoyenne, antiégalitaire incompatible avec la construction d'un autre monde possible.

Christian DELARUE Rennes
Secrétaire national du MRAP
Membre du CA d' ATTAC France

notes:

1) Lire "Marx, l'Etat et la politique" par Antoine ARTOUS Syllepse

2) Sur la double séparation à surmonter :

ATTAC mouvement anti/altermondialiste donc mouvement d'émancipation ! Christian Delarue http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=19670

6

LA SOUVERAINETE-COMMISSION, UNE THEORIE TRANSITOIRE VERS L'ALTERDEMOCRATIE ?

CONTRIBUTION SUR LA RECHERCHE DES RUPTURES POUR SORTIR DE LA "DEMOCRATIE REPRESENTATIVE" ET ALLER VERS L' ALTERDEMOCRATIE.

Par Christian DELARUE
membre du CA d' ATTAC et Secrétaire national du MRAP

Ce texte reprends celui intitulé "La souveraineté-commission : une souveraineté populaire?" car, à la réflexion, cette souveraineté-commission - qui va être explicitée ci-dessous - ne me semble pas se dégager véritablement et suffisamment du système très restrictif de la démocratie libérale. Elle constitue sans doute un progrès démocratique par un recul de la souveraineté nationale mais on ne saurait parler de réelle souveraineté populaire dans la mesure où son champ d'expression consiste au simple choix de gouvernants d'une part sans incursion dans l'entreprise et d'autre part sans extension dans le choix de production de valeur d'usage via la planification écosocialiste démocratique.

1. - De la nécessité d'aller plus loin que la souveraineté-commission.

En fait, la souveraineté-commission ne constitue une théorie transitoire que si l'alterdémocratie est clairement posée comme but. A défaut il s'agit d'une option mouvementiste, parfaitement compatible avec la "fin de l'histoire", avec ce monde-ci.

Si l'on veut bien considérer que la question de la démocratie directe, forme pure de la démocratie, ne peut se réaliser que dans des conditions de temps et de lieux difficiles à réunir ; alors se pose la question de la démocratie dite représentative. La réunion côte à côte de ces deux termes - démocratie représentative - constitue un monstre épistémologique !

Il s'agit de plus d'un monstre idéologique puisque cette notion légitime la séparation de la société civile et de l'Etat et masque les rapports sociaux qui les clivent. Cependant, c'est bien à partir d'elle qu'il faut partir pour démocratiser la société et passer après rupture franche à l'alterdémocratie.

La représentation pose le problème de la capacité de la partie à représenter le tout. Son concept est au cœur de la notion de « démocratie représentative ». Mais il existe plusieurs conceptions de la représentation. Il y a là un enjeu assez peu discuté.

La démocratie libérale, et notamment sa forme parlementaire réalise un compromis entre la *représentation-incarnation* et la *représentation-commission*. Ce compromis ne signifie pas positionnement équilibré loin de là entre ces deux conceptions. La démocratie bourgeoise se fonde sur la représentation-incarnation, une conception éloignée de la souveraineté populaire réelle. Mais le passage à une souveraineté-commission ne constituerait qu'une étape vers l'alterdémocratie.

Pour décrire ces deux notions je reproduis ici un court extrait issu d'une contribution d'André DEMICHEL intitulée « Une théorie à refaire : la démocratie représentative » publiée en 1983 dans Procès – Cahier d'analyse politique et juridique n°11-12 .

2. - Les deux formes de la démocratie représentative.

Du point de vue théorique, il existe deux conceptions possibles de la représentation, deux conceptions dont les conséquences politiques sont fondamentalement différentes.

a) La première conception est celle de **la représentation incarnation**.

Elle a pour point de départ la notion de souveraineté nationale. Si en effet, c'est la nation, entité abstraite et individuelle, qui est souveraine, nul citoyen ne peut invoquer un droit propre à être représenté. Les représentants ne peuvent donc être considérés comme mandataires de ceux qui les ont désignés. Ils incarnent, au sens strict, l'entité nationale que n'a, on l'a dit, d'existence que par eux.

D'où un certain nombre de conséquences au niveau de la théorie du mandat. Incarnant un corps indivisible, les représentants ne peuvent avoir qu'un mandat général. Incarnant une entité abstraite, ils ne peuvent être pourvus d'un mandat impératif. Qui en effet pourrait bien leur donner un tel mandat ? Et il en résulte que la possibilité de révocation n'existe pas, pas d'avantage l'obligation de rendre compte.

Le droit de dissolution lui-même est, dans cette perspective, incohérent. Constitutionnellement, en effet le corps législatif s'identifie à la nation pendant un certain délai. La dissoudre, avant le terme constitutionnel, c'est mettre en cause la nation elle-même. Et pour en appeler à qui, sinon à des électeurs qui n'ont aucune part de souveraineté, mais une simple fonction de désignation ?

Il est de même évident que les décisions des représentants ne peuvent faire l'objet d'aucune sorte de ratification. Qui en effet pourrait bien avoir compétence pour approuver les actes d'un corps législatif qui est juridiquement la Nation souveraine ?

b) Toute différente est la notion de représentation conçue comme simple commission.

La base de cette conception, c'est la souveraineté populaire. Le peuple souverain n'est ni abstrait ni indivisible. Sa volonté, c'est la volonté collective de ses membres, dégagée le cas échéant, par la procédure majoritaire. Cette volonté, normalement, ne se représente pas. Mais cette représentation est en pratique inévitable. Et elle doit alors prendre la forme d'une simple commission.

Il suit de là que le mandat des représentants est nécessairement impératif. Car il n'y a pas de commission qui n'ait un contenu. Et ce mandat peut être local, le peuple, contrairement à la Nation, étant divisible. Par ailleurs, le droit de dissolution devient logique. Il prend en effet le sens d'un arbitrage du peuple, sollicité de dire si l'attitude de ses représentants correspond au mandat qui leur a donné et, éventuellement, de préciser ce mandat en le renouvelant. Et c'est dans la même perspective qu'il faut interpréter les procédures de « démocratie semi-directe ». Elles donnent la possibilité au peuple, périodiquement de préciser et de compléter le mandat donné à ses représentants. Et cela est indispensable dans la mesure où le mandat impératif ne peut couvrir les situations imprévues.

- - - - -

1 Contributions pour la commission "Démocratie" d'ATTAC.
